

22 Mai 2019

Compte-rendu de la CAP du corps de l'inspection du travail

●FEDERATION●SYNDICALE●UNITAIRE●

<http://www.snutefifsu.fr/tefe>

I- Déclaration liminaire du SNUTEFE FSU

Madame la Directrice,

Cette CAP se déroule dans une période cruciale pour nos collègues et pour nos missions. En effet, le parlement a été saisi du projet de loi « Réforme de la fonction publique » et des arbitrages sont en cours quant à la réorganisation des services déconcentrés de l'Etat.

Concernant le projet de loi de « destruction de la fonction publique », il s'attaque sans le dire à la conception française républicaine de la Fonction Publique. En effet, d'une part, il prévoit la multiplication des recrutements en dehors du statut y compris pour des postes d'encadrement et y compris sur la base de contrats de mission. D'autre part, il met en place les outils jugés nécessaires aux futurs PSE de la fonction publique (rupture conventionnelle, transfert automatique des « contrats » en cas d'externalisation de mission...). Enfin, il dénie aux fonctionnaires leur droit de participer à la détermination de leurs conditions de travail en supprimant les CHSCT et à la gestion de leurs carrières individuelles avec la suppression des compétences des CP en matière de mutation et d'avancement. Certes, aujourd'hui la situation n'est pas optimale puisque l'on voit nombre de Directeurs régionaux, mais également la DRH, présélectionner les candidats aux postes mis à la vacance. Autrefois, ces situations étaient exceptionnelles et se limitaient à quelques postes dits « à profil », désormais, le « marché » est ouvert sur quasiment tous les postes. Néanmoins, les règles actuelles imposent-elles un minimum de visibilité de ces manœuvres et la possibilité pour les représentants du personnel de les dénoncer et d'en demander l'arrêt. Dans la situation que nous prépare le projet de loi, la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité va favoriser une gestion totalement opaque et discrétionnaire ce qui va priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

Avec l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction Publique, la FSU a protesté contre la pseudo-concertation organisée depuis un an par le gouvernement qui se résume in fine à « *parlez, je vous écoute, mais à la fin, ma version initiale est toujours retenue* ». Elle a appelé, là aussi en intersyndicale, tous les agents à se mobiliser le 9 mai contre ce projet de loi et avec quelques succès au regard du taux de grévistes dans les Direcctes. Cette mobilisation s'est poursuivie le 21 mai et appelle d'autres initiatives.

Concernant l'organisation territoriale de l'Etat, notre organisation avait tiré la sonnette d'alarme dès juillet 2018, date de la sortie de la première instruction du Premier Ministre, sur le risque de démantèlement de nos services déconcentrés à travers une nouvelle phase de DDisation touchant cette fois les UD des Direccte. A maintes reprises nous vous avons interrogé sur l'avancée des discussions puis des arbitrages en la matière, nous avons alerté par la plume de notre secrétaire générale le Premier Ministre sur le caractère néfaste pour nos services et le public d'une telle réorganisation. Aucune réaction !

Et voilà, que la semaine dernière, nos collègues de la cohésion sociale nous ont fait parvenir les projets de circulaires tombés du camion, adressées aux préfets et aux ministres qui semblent indiquer que « la messe est dite ».

En l'absence de toute information officielle de la part de notre ministère et de sa hiérarchie, nous avons pris sur nous de diffuser ces projets aux agents au nom de la transparence et de notre rôle d'organisation syndicale défendant les agents et les missions.

Au passage, nous notons que la ligne hiérarchique des Direccte n'avait pas été informée du contenu de ces projets et encore moins les organisations syndicales malgré leur demande constante.

A ce jour, c'est une véritable cacophonie dans les services : certains Direcctes nient en bloc l'existence de ces projets, d'autres ont décidé de les diffuser et aucune nouvelle n'émane de notre administration centrale.

Nous vous disons solennellement que les agents de tous grades et de toutes fonctions sont vent debout contre ce démantèlement annoncé de nos services. Ils avaient déjà dû subir la mise en place des Direccte où les missions travail/ emploi étaient jumelées avec celles de l'économie, repoussant l'hypothèse, évoquée un temps, d'un rapprochement avec les DDASS, aujourd'hui, ils subissent notre mariage forcé avec la cohésion sociale et surtout, le passage de l'ensemble sous le joug quotidien du préfet de département, avec, de surcroît, le transfert des fonctions support à un secrétariat général commun situé en préfecture. On voit bien que ces réformes successives n'expriment

aucune cohérence, sauf celle de l'obsession de la facilitation des suppressions de postes. En tous les cas, l'approche « métier », la cohérence des politiques et la lisibilité pour les usagers sont les cadets des soucis du gouvernement : exit, en particulier, le lien Travail-emploi, emblématique de notre ministère. Symbolique du peu de considération du gouvernement pour nos missions, les vocables « travail et emploi » ont totalement disparu de l'appellation des nouveaux services départementaux envisagés.

Au-delà de la question des missions, et puisque nous sommes dans l'enceinte de la CAP du corps de l'inspection du travail, nous exprimons également notre inquiétude sur les retentissements de cette réforme sur les évolutions de carrière des membres du corps, dont les débouchés vont être singulièrement réduits.

La FSU réclame le maintien des UR et des UD Direccte. Avec les autres organisations syndicales, elle demande au plus vite un rendez-vous avec la Ministre du Travail et dans l'intervalle, la suspension de toute décision en la matière.

L'administration a répondu à ces interpellations par ... des non-réponses. Ces projets de circulaire non signés, eh bien, l'administration du travail les découvre en même temps que nous (!). Sur le fond de cette réorganisation, on nous a dit qu'effectivement se dessinait une ligne directrice autour de la mission Insertion, mais que pour le reste, c'est-à-dire toutes les missions exercées dans les services Travail-Emploi, il n'y avait à ce jour aucune indication de modifications à attendre, et que les instances de représentation du personnel seraient informées en temps voulu (en fait, quand les arbitrages seront officiels). En tout état de cause, elle estime que les calendriers contenus dans ces projets de circulaires ne sont pas tenables.

Comme nous le signalions dans notre tract de la semaine dernière, la transparence n'est vraiment pas au rendez-vous ! A qui fera-t-on croire que le Secrétariat général des ministères sociaux, et donc, la DRH, n'est pas au courant des arbitrages qui touchent essentiellement les services et les personnels qu'il gère ?

Quant à l'évolution des compétences des CAP, prévue dans la réforme de la Fonction Publique, la DRH a commencé une réflexion, d'ailleurs menée en interministériel, mais qui est loin d'être terminée. Le peu qu'elle nous en a dit confirme les craintes que nous avons à la lecture du projet de loi actuellement en discussion au Parlement, et qu'il nous faut combattre.

II- Validation de la liste des représentants du personnel à la commission de réforme :

Liste validée.

III- Désignation des représentants au CNIT pour le corps de la CAP de l'inspection du travail :

Le mandat des actuels représentants expirant en octobre 2019, l'examen de ce point est reporté à la prochaine CAP.

IV- Nominations sur les postes de RUC :

Résidence Adm.	Poste occupé	Candidat(e) retenu(e)	Commentaires
REGION AUVERGNE RHONE ALPES			
26 UD Drôme	RUC UC 1	ROGER Noëlle UD 51	Vote
38 UD	RUC UC 4	Non pourvu	Pas de candidat
38 UD Isère	RUC UC 1	GAUTHIER Sylvie UD 69	
74 UD Haute Savoie	RUC UC 3	WODLI Marie UD 73	
REGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE			
39 – UD Jura	RUC	AILLARD Guilène UD 39	TA n°3

REGION BRETAGNE			
35 - UD Ille-et-Vilaine	RUC Est	MOIZAN Sébastien UR Bretagne	TA n°29
REGION CENTRE-VAL DE LOIRE			
18 - UD Cher	RUC	DEGAY Martine UD 18	TA n°33 Vote
37- UD Indre et Loire	RUC	ROUSSEAU Bruno UR Nouvelle-Aquitaine	Vote
REGION CORSE			
2B - UD Haute-Corse	RUC	ARCHAPIATI Martine UD 2B	TA n°19
REGION GRAND EST			
10 - UD Aube	RUC	SCHIAVI Jérôme UD 76	
51 - UD Marne	RUC - Reims	TINE Ibou UD 51	
REGION HAUTS-DE-France			
59 - UD Nord-Valenciennes	RUC SV	COURCIER Isabelle UD Nord Valenciennes	
60 - UD Oise	RUC – Creil	Non pourvu	Pas de candidat
62 - UD Pas-de-Calais	RUC – Boulogne	PERELLO Catherine UD 62	
REGION ILE-DE-France			
75 - UR	RUC GC (en instance de création)	JOURNET Thierry UD 93	Vote
75 - UD Paris	RUC	Non pourvu	Vote Aucun candidat re-tenu
77 - UD Seine-et-Marne	RUC UC 1 – Chessy	Non pourvu	
77 - UD Seine-et-Marne	RUC UC 4	ZORNENON Isabelle UD 91	
77 - UD Seine-et-Marne	RUC UC 3	Non pourvu	
92 - UD Hauts-de-Seine	RUC UC 5	PONZEREVA Jean-Noël UD 92	

93 - UD Seine-Saint-Denis	RUC UC 2 – SV	Non pourvu	
	RUC UC 3	Non pourvu	Aucun candidat retenu
94 - UD Val-de-Marne	RUC	PIGOT jean- Noël UD 94	TA n°71
REGION NORMANDIE			
27 - UD Eure	RUC	Non pourvu	Pas de candidat
76 - UD Seine Maritime	RUC - Le Havre	GARBE Philippe UD 76	
REGION OCCITANIE			
31 - UD Haute Garonne	RUC	DUVAL Pascale UD 66	
66 - UD Pyrénées Orientales	RUC	BERDAGUER Isabelle	TA n °58
REGION PAYS-DE-LA-LOIRE			
44 - UD Loire-Atlantique	RUC	DAVID Fabrice Ud 44	
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR			
13 - UD Bouches-du-Rhône	RUC	MARCELJA Stanislas UD 13	

V- Mutations des directeurs du travail :

Nous avons été affrontés, lors de l'examen des demandes de mutation de tous grades, à plusieurs facteurs très pénalisants.

D'abord, la masse énorme de postes à examiner (200 postes en une demi-journée), qui ne facilite pas un examen exhaustif.

Ensuite, dans le grade de directeur, le fait d'avoir institué un grade à accès fonctionnel contingenté (DT Hors classe) rend pratiquement impossible la présentation par les OS de candidats à la CAP pour ce grade. Résultat, ce sont des collègues tirés au sort qui les représentent et qui ne bénéficient pas d'une préparation comme les élus des organisations syndicales, leur permettant d'envisager les intérêts collectifs des agents et leur interaction avec les intérêts individuels des collègues concernés, et, donc, de se prononcer en conséquence. Ce qui, bien sûr, affaiblit le rapport de force avec l'administration.

Ensuite, la mise en concurrence exacerbée, sur nombre de postes, des demandes d'agents du corps de l'IT et de celles de membres du corps des AAE. Bien sûr, les AAE ont toute leur place dans le ministère, mais les choix opérés par l'administration de réserver tel poste à un AAE alors qu'il y a un (ou des) candidats du corps de l'IT, et alors qu'il s'agit de postes où l'expertise de ce dernier corps est déterminante (par exemple des postes Emploi ou Mut Eco qui vont conduire leurs titulaires à prendre des décisions d'homologation de PSE, ou d'assujettissement à l'obligation de revitalisation), ne sont pas pertinents, d'autant plus dans le contexte de réorganisation territoriale que nous connaissons. Réduire les affectations des membres du corps de l'IT aux seules fonctions Travail, c'est jouer contre le lien Travail-Emploi, contre la culture de nos services. Enfin, la pratique opaque consistant à retirer des postes au dernier moment, par exemple pour les reconfigurer, en vue de les adapter à un autre agent que l'on préfère aux candidats, est particulièrement détestable.

Résidence Adm.	Poste ouvert	Candidat retenu	commentaires
UD 59 Nord Lille	Responsable du pôle 3 ^E territorial	GARNIER Claude (UR Amiens)	
UR 75	Responsable du service régional de veille et d'appui et de contrôle	LAMOUREUX Christel	TA n° 26 Vote : la FSU a voté contre (l'ordre du TA n'était pas respecté)
UD 75	Directeur de l'emploi et du développement économique	CHAUMETTE François	
UD 75	Directeur de secteur d'inspection du travail	LAPEYRE Catherine	TA n° 22
UD 91	Responsable du pôle Travail	ROUXEL Stéphane UD 77	TA n°8
UD 93	Responsable du pôle politique de l'emploi	Non pourvu	
UD 95	Responsable du pôle 3E	OLLIVIER Alain UR Bretagne	TA n°19
UR 76	Directeur de cabinet	Non pourvu	Poste retiré
UD 06	Directeur délégué responsable pôle 3E et SG	BALDY Sylvie UD 13	TA n°13
DGT	Adj. à la cheffe du bureau des équipements et des lieux de travail (CT3)	Non pourvu	Pas de candidat
DGT	Adj cheffe de bureau de la durée et des revenus du travail	Poste pourvu par la BIEP	
DGT	Chef(fe) du GNVAC	Poste pourvu article 60	

VI- Mutations des directeurs adjoints du travail :

Résidence Adm.	Poste occupé	Candidat(e) retenu(e)	Commentaires
REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES			
03 - UD Allier	Adjoint(e) à l'Emploi	FREYCENON Didier UD 42	TA n°56
74 - UD Haute Savoie	Directeur adjoint responsable du pôle accompagnement des mutations économiques	PEREZ Georges UD 75	TA n °93
REGION CENTRE-VAL DE LOIRE			
18- UD Cher	Responsable Pôle 3E	Non pourvu	Choix non prioritaire d'un candidat affecté sur un autre poste ouvert
45- UD Loiret	Responsable Pôle 3E	Non pourvu	Choix non prioritaire d'un candidat affecté sur un autre poste ouvert
45 -UR	Référent(e) régional(e) de l'égalité professionnelle	MIRAMOND SCARDIA Fabienne UD 45	
REGION CORSE			
2A - UD Corse du Sud	Adjoint(e) Emploi au RUD	Non pourvu	Pas de candidat
REGION GRAND EST			

67 - UR	Chargé(e) de mission Accompagnement Mutations Economiques	WAGNER Dominique UD 67	TA n°47
REGION HAUTS-DE-France			
59 - UR	Adjoint(e) chef pôle 3E	Non pourvu	Pas de candidat
59 - UR	Chef(fe) du service FSE - Amiens ou Lille	Poste non pourvu	Candidat non retenu
REGION ILE-DE-France			
75 - UR	Chef(fe) de projet plan régional d'investissement dans les compétences (PRIC)	Poste non pourvu	Poste retiré
77 - UD Seine-et-Marne	Adjoint(e) au responsable du pôle T	LECOMTE Didier URACTI 75	TA n° 78
91 - UD Essonne	Adjoint(e) au responsable du pôle 3 ^E	Poste non pourvu	Pas de candidat
REGION NORMANDIE			
27 - UD Eure	Adjoint(e) SCT, Emploi et Mutations économiques	Poste non pourvu	Pas de candidat
76 - UD Seine Maritime	Responsable SCT et SCR	MONTIGNY Carine UR Grand Est	
REGION NOUVELLE-AQUITAINE			
17 - UD Charente-Maritime	Responsable développement de l'emploi - adjoint(e) au RUD	BAILLON Elisa UD 93 IdF	
23 - UD Creuse	Directeur(rice) adjoint(e) emploi	Pourvu Attaché	Pas de candidat
64 - UD Pyrénées Atlantiques	Responsable de la mission des mutations économiques	Poste non pourvu	Poste retiré (pour « reconfiguration du poste »)
REGION OCCITANIE			
30 - UD Gard	Adjoint(e) au RUD (3E)	Pourvu Attaché principal	
81 - UD Tarn	Adjoint(e) au RUD (3E)	Pourvu Attaché principal	
REGION PAYS-DE-LA-LOIRE			
UR 44	Responsable régional(e) Mutations économiques	LARCHER Denis UD 85	
85 - UD Vendée	Chef des services emploi	BOUHIER-PROUST Do- rothée	TA n° 27
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR			
04 - UD Alpes de Haute Provence	Adjoint(e) au RUD - SV	Poste non pourvu	Pas de candidat
13 - UD Bouches du Rhône	Responsable de la mission mutations économiques et accompagnement des entreprises - SV	Pourvu Attaché principal	
13 - UD Bouche du Rhône	Responsable de la mission insertion et développement de l'emploi	BEAUCARDET Hélène	
ADMINISTRATION CENTRALE			

DGT - GNVAC	3 postes dont 1 SV GNVAC	SORIN Xavier LIGAN Harold	TA n° 7 TA n° 15
DGT	Chargé(e) de mission - recours contentieux salariés protégés - SV	Poste non vacant	
DGT	Adj chef de bureau démocratie sociale	BIZEUL Alexandre DGEFP	TA n°31
DGT	Chargé(e) de mission appui, méthodologiques moyens d'intervention de l'inspection du travail	Non pourvu	Poste retiré
DGT	Chargé(e) d'études prévention des risques sur les lieux de travail	Pas de candidat	
DGT	Chargé de mission appui, méthodologie, moyen d'intervention de l'inspection du travail	Non pourvu	Poste retiré
DGT	Adjointe(e) au chef de bureau de la démocratie sociale	BIZEUL Alexandre DGEFP	TA n° 31
INSTITUT NATIONAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
INTEFP Marcy - CIF Montpellier	Responsable du CIF	JACQUES Marjorie UD 13	

VII- Mutations des inspecteurs du travail :

Résidence Adm.	Poste occupé	Candidat retenu	Commentaires
REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES			
69 - UR	Agent(e) de contrôle de la formation professionnelle - SV	J. Juhel UD 11	
01 - UD Ain	Chargé(e) de mission insertion et inclusion	Pourvu par un AAE	
	Responsable du service SCT	C. Mandy UD 47	
07 - UD Ardèche	Agent(e) de contrôle section 4	B. Baumert UD 48	
07 - UD Ardèche	Chargé(e) de mission mutations économiques - SV	Pas de candidat	
38 – UD Isère	Agent de contrôle UC 4 3 postes dont 1 SV	C. Delaure UD 60 X. Gérard UD 60 R. Hainoz UD 30	
42 - UD Loire	Agent(e) de contrôle - UC 3 Section 18	T. Fournier UD 93	Prise de poste au 1/12/2019
	Agent(e) de contrôle - UC 3 Section 23	Non pourvu (NP)	
69 - UD Rhône	Agent(e) de contrôle - UC 5 dominante agricole	S. Pfister Dieccte 974	
73 - UD Savoie	Agent(e) de contrôle - UC 2 Section 11	Pourvu par un CT	

74 - UD Haute Sa- voie	Agent(e) de contrôle - UC 2 Section 3	Non pourvu	
REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE			
21 - UD Côte d'Or	1 Agent(e) de contrôle - Section 6	L. Collignon UD 10	
	1 Agent(e) de contrôle - Section 12	S. Skuras UD 51	
71 - UD Saône-et- Loire	Agent(e) de contrôle - Section 1 - SV	NP	
	Agent(e) de contrôle - Section 2 - Chalon	NP	
90 - UD Territoire- de-Belfort	Agent(e) de contrôle - Section 7	NP	
	Agent(e) de contrôle - Section 6	NP	
25 - UR	Chargé(e) de mission Pi- lotage IAE - Entreprises inclusives - SV	Pourvu par un AAE	
REGION BRETAGNE			
35 - UR -	Agent(e) de contrôle URACTI - SV	L. Dehe UD 49	
35 - UR	Chargé(e) d'études au SESE - vacant	Pourvu par un AAE	
22 - UD Côtes d'Armor	Agent(e) de contrôle	NP	
22 - UD Côtes d'Armor	Responsable Renseigne- ments	NP	
29 - UD Finistère	Agent(e) de contrôle 2 postes dont 1 poste AGRIMER à Quimper	Poste Agrimer NP C. Toquer UR Bretagne	
35 - UD Ile-et-Vi- laine	Agent(e) de contrôle - 2 postes dont 1 poste en section agricole	F. Lelimouzin Section Agr. M-L. Mazi- eres-Webb	Au 1/12/2019
35 - UD Ile et Vi- laine	CDET	Pourvu par un AAE (motif prioritaire)	
35 - UR - Finis- tère	Agent(e) de contrôle URACTI - SV	Y. Moguen UD 29	
29 - UD Finistère	Agent(e) de contrôle - SV		
REGION CENTRE-VAL DE LOIRE			
45 - UR	Chargé(e) de l'appui res- sources et méthodes de l'inspection du travail - SV	NP	
	Chargé(e) du contrôle de la formation profession- nelle continue (SRC) - SV	Candidature AAE	
	Chargé(e) de mission poli- tique de l'IAE et formation professionnelle des per- sonnes à la recherche d'un emploi	Candidature AAE	
	Chargé(e) de mission mutations économiques et développement des compétences - SV	Candidature AAE	
	Expert(e) niveau 2 sur le champ SIC Locaux	Proposé uniquement aux AAE	
18 - UD Cher	CDET - SV	NP	

28 - UD Eure et Loire	Agent(e) de contrôle - 2 postes	NP	
28 - UD Eure et Loir	CDET	NP	
36 - UD Indre	Agent(e) de contrôle -SV	NP	
45 - UD Loiret	Agent(e) de contrôle -SV	NP	
45 - UD Loiret	CDET - SV	NP	
45 - UR	Chargé(e) du contrôle de la formation professionnelle continue (SRC)	Pourvu en interne	
REGION CORSE			
2A - UR	Chargé(e) de statistiques	NP	
	Chargé(e) du contrôle de la formation professionnelle	NP	
2A - UD Corse du Sud	Agent(e) de contrôle - 2 postes dont 1 à Porto Vecchio	NP	
2B - UD Haute Corse	Chargé(e) Emploi	NP	
REGION GRAND EST			
51 - UD Marne	Agent(e) de contrôle section 9 A à dominante agricole (Chalons) ou section 19 T régime G et taxis/ambulances (Reims)	E. Philippoteau UD 51	Pourvu en interne
67 - UD Bas Rhin	CDET	M. Heitz UD 67	
88- UD Vosges	Agent(e) de contrôle	NP	
REGION HAUTS DE FRANCE			
59 - UR	Agent(e) de contrôle URACTI - Arras	NP	
	Chargé de mission FSE	NP	
	Agent(e) de contrôle URACTI - Oise ou Amiens	NP	
	Agent(e) de contrôle URACTI - Laon ou Amiens	NP	
	Agent(e) de contrôle URACTI - Amiens	NP	
02 - UD Aisne	CDET Soissons Château Thierry	Candidat AAE	
	Chargé(e) de mission mutations économiques et développement des politiques départementales de l'emploi	Candidat AAE	
02 - UD Aisne	Agent(e) de contrôle UC 01 Section 06 agriculture	J. Bailleul UR HdF	
	Agent(e) de contrôle UC 01 Section 10 - Soissons	NP	
	Agent(e) de contrôle UC 01 Section 4 - SV	NP	

59 - UD Nord-Lille	Agent(e) de contrôle UC 05 Section 6 - Dunkerque	C. Vinchon UD 93	
	Agent(e) de contrôle UC 02 Section 4 - SV	V. Decottignies UD 93	
	Agent(e) de contrôle UC 02 Section 11 agriculture - SV	Pourvu en interne	
60 - UD Oise	Chargé(e) de mission juridique et dialogue social	NP	
60 - UD Oise	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
60 - UD Oise	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
60 - UD Oise	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
60 - UD Oise	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
60 - UD Oise	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
62 - UD Pas-de-Calais	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail Lens		Pourvu en interne
	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
80 - UD Somme	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
	Inspecteur du travail ou Contrôleur du travail	NP	
80 - UD Somme	Attaché d'administration ou inspecteur du travail	NP	
59 - UD Nord-Vallenciennes	Agent(e) de contrôle UC 01 Hainaut Cambresis Section 04	M. Plet UD 59 V	
REGION ILE-DE-France			
75 - UR	Agent(e) de contrôle URACTI - Evry	NP	
	Agent(e) de contrôle URACTI - Créteil - SV	NP	
	Agent(e) de contrôle URACTI - Nanterre - SV	NP	
	Agent(e) de contrôle - URACGC - 6 postes (en instance de création)	P. Duquoc UD 75 A. Souadji UD 93	UC non encore créée => les candidatures ne peuvent être examinées. Vote sur les candidatures , les RP refusent de prendre part au vote

75 - UR	Chargé(e) de mission instruction sanctions administratives et recours	T. Linze UD 72	
	Chargé(e) de mission sanctions administratives	NP	
75- UD paris	Agent(e) de contrôle - 8 postes	L. Kehila	réintégration
77 - UD Seine-et-Marne	Responsable du service anticipation et accompagnement des mutations économiques (AAME)	NP	
77 - UD Seine-et-Marne	Agent(e) de contrôle - 3 postes - Chessy	NP	
	Agent(e) de contrôle - 3 postes	NP	
78 - UD Yvelines	Agent(e) de contrôle - 2 postes	NP	Vote unanime des OS pour O. Lebrun
91 - UD Essonne	Responsable SCT/SCR	NP	
91 - UD Essonne	Agent(e) de contrôle - 5 postes	NP	
92 - UD Hauts-de-Seine	Agent(e) de contrôle - 9 postes	NP	
93 - UD Seine-Saint-Denis	Agent(e) de contrôle - Roissy	J. Giraud UD 92	
93 - UD Seine-Saint-Denis	Agent(e) de contrôle - 4 postes	NP	
94 - UD Val-de-Marne	Agent(e) de contrôle - 10 postes	NP	
95 - UD Val d'Oise	Agent(e) de contrôle - 5 postes	NP	
75 - UR	Agent(e) de contrôle URACTI	Pourvu par un CT	
75 - UD Paris	Agent(e) de contrôle - 6 postes	S. Zergoug UD 92	
94 - UD Val-de-Marne	Agent(e) de contrôle 10 postes	NP	
REGION NORMANDIE			
76 - UR	Agent de contrôle SRC - Hérouville St Clair	NP	
14 - UD Calvados	Responsable SCT	NP	
14- UD Calvados	Agent(e) de contrôle	NP	
27- UD Eure	Agent(e) de contrôle - 5 postes	NP	
50 - UD Manche	Agent(e) de contrôle - 4 postes	NP	
	Agent(e) de contrôle - 3 postes à Saint Lô	NP	
61 - UD Orne	Chef(fe) du service Politiques Emploi	J-M. Faivre (Dieccte Guyane)	
76- UD Seine Maritime	Agent(e) de contrôle à Dieppe	NP	
76- UD Seine Maritime	Agent(e) de contrôle - Le Havre - 2 postes	NP	
76- UD Seine Maritime	Agent(e) de contrôle	NP	
76- UD Seine Maritime	CDET - Dieppe	Candidature AAE	

REGION NOUVELLE-AQUITAINE			
33 - UR	Agent(e) de contrôle en UC régional Grandes opérations batiments et travaux publics - 2 postes dont 1 SV	T. Romero UD 93	
33 - UR	Chargé(e) de mission FSE - 2 postes	NP	
	Contrôle SRC	H. Claverie UR 33	
	Chargé(e) de mission emploi	Candidature AAE	
33 - UR Antenne Limoges	Chargé(e) de mission FSE - SV	Candidature AAE	
33 - UR Antenne Poitiers	Contrôle SRC	I..Zafati UD 86	
33 - UD Gironde	Responsable adjoint du SRT	NP	
16 - UD charente	Agent(e) de contrôle	NP	
23 - UD Creuse	Agent(e) de contrôle	NP	
24 - UD Dordogne	Agent(e) de contrôle - 3 postes dont 1 "trans-ports"	NP	Malgré un vote unanime des RP pour N. Gerard
33 - UD Gironde	Agent(e) de contrôle UC 01 Littoral - 2 postes	N. Courbin UR 33 + 1 ITS	
	Agent(e) de contrôle UC 03 Sud Est	1 ITS 2018	
	Agent(e) de contrôle UC 04 Nord Est - 2 postes	1 ITS + NP	
	Agent(e) de contrôle UC 05 Bordeaux	G. Lardy UR 33	
40 - UD Landes	Agent de contrôle	NP	
47 - UD Lot et Garonne	Gestionnaire emploi - SV	Candidature AAE	
79 - Deux Sèvres	CDET	Candidature AAE	
	Ch. Mission emploi /mutéco	Candidature AAE	
86 - UD Vienne	Responsable de la mission des mutations économiques	Candidature AAE	
86 - UD Vienne	Agent de contrôle	A. Augier UD 86	
REGION OCCITANIE			
31 - UR	Chargé(e) de mission FSE	Candidature AAE	
	Chargé(e) de mission Politique du titre (site Montpellier)	J. Vasse UD 84	
	Chargé(e) de mission Politique du titre	Candidature AAE	
11 - UD Aude	CDET	Candidature AAE	
31 - UD Haute Garonne	Agent(e) de contrôle - 3 postes	E. De Bargas-Bernez UD 77 M-A. Gass UD 11	

34 - UD Hérault	CDET - SV	Candidature AAE	
66 - UD Pyrénées Orientales	CDET - SV	Candidature AAE	
66 - UD Pyrénées Orientales	Renseignements- MOE	A-M. Guiraud UD 11	
REGION PAYS-DE-LA-LOIRE			
44 - UD Loire-Atlantique	Agent(e) de contrôle	NP	
49 - UD Maine-et-Loire	Agent(e) de contrôle - Cholet - 2 postes	NP	
53 - UD Mayenne	Agent(e) de contrôle - 2 postes	NP	
72 - UD Sarthe	Agent(e) de contrôle - 5 postes	A. Camby UD 78	
85 - UD Vendée	Agent(e) de contrôle - 2 postes	F. Buzon UD 18 J. Bernard UD 93	
UR 44	Agent(e) de contrôle URACTI - site Laval	NP	
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR			
04 - UD Alpes-de-Haute-Provence	Agent(e) de contrôle - 2 postes	NP	
05 - UD Hautes Alpes	Responsable des dispositifs d'insertion des publics	Pourvu par un AAE (motif prioritaire)	
06 - UD Alpes-Maritimes	Agent(e) de contrôle - 3 postes	M. Jude UD 92	
13 - UD Bouches-du-Rhône	Agent(e) de contrôle - Aix en Provence	S. Le Couedic-Poncet UD 30	
13 - UD Bouches-du-Rhône	Responsable de service de la mission mutations économiques	Pourvu par un AAE (motif prioritaire)	
13 - UD Bouches-du-Rhône	Chargé(e) de mission Mutations économiques et Accompagnement des entreprises	Candidature AAE	
83 - UD Var	Agent(e) de contrôle - 2 postes	S. Geiger UD 76	
84 - UD Vaucluse	Pilote opérationnel de dispositifs	NP	
13 - UR	Chargé(e) du contrôle de la formation professionnelle continue	N. Mazouni URACTI PACA	CAP pas compétente car mobilité interne
13 - UD Bouches-du-Rhône	Agent(e) de contrôle - Aix en Provence	NP	
83 - UD Var	Agent(e) de contrôle	NP	
84 - UD Vaucluse	Pilote opérationnel de dispositifs	NP	
D O M			

971 - DIECCTE Guadeloupe	Agent(e) de contrôle en section spécialisée transport terrestre (site de Jarry)	NP (1 candidat CT)	
971 - DIECCTE Guadeloupe	Chargé(e) de mission alternance et formation professionnelle (site Bis-dary)	N. Claverie-Couchet UR NA	
	Chargé(e) de mission mutations économiques (site de Jarry) - SV	NP	
972 - DIECCTE Martinique	Agent(e) de contrôle - SRC - 2 postes	J. Delcombel UR NA N. Fabienne Dieccte Guyane	
973 - DIECCTE Guyane	Chargé(e) Mutations économiques	Candidature AAE	
973 - DIECCTE Guyane	Chargé(e) développement des compétences et de la form pro. des salariés et des demandeurs d'emploi - SV	Candidature AAE	
973 - DIECCTE Guyane	Agent de contrôle URACTI (2 postes)	NP	
973 - DIECCTE Guyane	Agent de contrôle St Laurent	NP	
975 - DCSTEP Saint-Pierre-et-Miquelon	Agent(e) de contrôle - 2 postes	NP	
ADMINISTRATION CENTRALE			
DGT	Chef(fe) de projet utilisateur des systèmes d'information des relations collectives du travail	Candidature AAE	
DGT	Chargé(e) de mission Recours hiérarchiques salariés protégés	Pourvu en interne	
DGT	Chargé(e) de mission WIKI'T	NP	
DGEFP	Chargé(e) de mission en charge du contrôle de la formation professionnelle	Candidature AAE	
	Chargé(e) de mission appui juridique en charge du contrôle de la formation professionnelle	Candidature AAE	
OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL			
Division investigations à Arcueil (94)	Adjoint spécialisé placé auprès du chef de la division "investigations"	NP	
INSTITUT NATIONAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
INTEFP - Marcy l'Etoile	Responsable de projet	A. Guivarc'h AC	
INTEFP - CIF Paris	Responsable de projet	Poste retiré	

Vos élus FSU Snutefe

Eric Piecko

Nathalie Campourcy